



PALIPEHUTU

Dr. Etienne KARATASI

B.P. 56

8310 Tranjberg

DANEMARK

TI: 45 86 28 36 36. MT: 45 40 67 32

Fax: 45 86 29 52 15

PARTI POUR LA LIBERATION DU PEUPLE HUTU

Tranjberg, le 6 février 1995

- A Son Excellence Monsieur le Président de l'Union Européenne,
- A Son Excellence Monsieur le Président du Parlement Européen,
- A Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U.,
- A Son Excellence Monsieur le Président du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.
- A Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de l'O.U.A.,

Objet: Demande d'intervention en faveur du Burundi par la Communauté Internationale pour rétablir un climat de confiance et de stabilité.

Excellence Monsieur le Président de l'Union Européenne,
Excellence Monsieur le Président du Parlement Européen,
Excellence Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U.,
Excellence Monsieur le Président du Conseil de Sécurité,
Excellence Monsieur le Secrétaire Général de l'O.U.A.,

Le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU) du Burundi, saisit cette opportunité pour soutenir la Résolution du Parlement Européen sur la situation au Burundi et au Rwanda, datée du 19-01-95, notamment les points concernant la recherche des responsables de massacres et tueries, la lutte contre l'impunité, la réforme profonde et urgente de l'armée burundaise et de toutes les institutions militaires afin de les soumettre à l'autorité civile, le rétablissement d'un climat de confiance et de stabilité et l'envoi des 200 militaires de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Excellences,

Pour que cette Résolution du Parlement Européen soit mise en pratique avec une certaine efficacité, le PALIPEHUTU propose la procédure suivante:

1. Sur le plan politique:

Le PALIPEHUTU invite la Communauté Internationale à recommander le Gouvernement en place à organiser d'urgence une table ronde où tous les partis politiques sans distinction agréés ou non, notamment le PALIPEHUTU, pourront négocier un PACTE NATIONAL pour l'avenir du Burundi. Ce pacte pourrait servir de "texte fondamental" pour régir, pendant une période transitoire, les relations sociales, politiques et économiques entre les différentes composantes de la société burundaise.



PALPEHUTU

PARTI POUR LA LIBERATION DU PEUPLE HUTU

2. Sur le plan juridique:

Le PALPEHUTU propose, pour favoriser une réconciliation interethnique, de lutter contre l'impunité des responsables de toutes sortes de violences. C'est pourquoi le PALPEHUTU demande à la Communauté Internationale d'apporter au BURUNDI une assistance juridique internationale pour garantir l'impartialité de la justice, inspirer confiance aux ethnies en relation conflictuelles permanentes et aider à réformer en profondeur la justice burundaise aujourd'hui artisanale.

3. En ce qui concerne le plan militaire et le maintien de l'ordre:

Pour protéger les institutions démocratiques et sécuriser la population aussi bien urbaine que rurale, le PALPEHUTU soutient l'envoi des 200 militaires de l'O.U.A.. En effet, avant les élections libres et démocratiques de juin 1993, l'ex-parti unique UPRONA (Union pour le Progrès National !) s'appuyait sur l'armée pour imposer une dictature militaire. Comme ce parti a perdu les élections, il cherche à récupérer le pouvoir par des moyens machiavéliques.

S'appuyant sur une armée quasi monoethnique tutsi, les antidémocrates nostalgiques du pouvoir dictatorial issu des coups d'Etat répétitifs torpillent tout effort de démocratisation des institutions en faisant fi des textes légaux que l'UPRONA avait lui-même conçus avant les élections qu'il a perdues. Le PALPEHUTU dénonce et condamne le désarmement unilatéral des membres d'une seule ethnies. Au nom du désarmement, les forces armées burundaises se sont muées en bandes de meurtriers en s'adonnant à des expéditions sanglantes baptisées "désarmement"

C'est pourquoi le PALPEHUTU soutient la proposition concernant la réforme profonde de l'armée, de la gendarmerie et de la police. Pour cela, le PALPEHUTU propose le modèle "HAITI" pour désarmer ce corps devenu rebelle et sanguinaire afin de reconstituer une armée nationale, ethniquement équilibrée et respectueuse des institutions démocratiques de la Nation.

Enfin, pour que la communauté internationale ne se reproche pas un jour de ne pas avoir porté assistance à "pays en danger", le Parti pour la Libération du Peuple Hutu du Burundi demande à l'Union Européenne, au Conseil de Sécurité de l'ONU et à l'Organisation de l'Unité Africaine, une intervention rapide et déterminée pour neutraliser les auteurs de troubles et contribuer à rétablir un climat de confiance et de stabilité en engageant les responsables politiques burundais sur la voie d'un **DIALOGUE CONSTRUCTIF** en vue de trouver une solution politique, démocratique et pacifique à tous les problèmes qui menacent la paix et la stabilité au Burundi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre très haute considération.

Le Président du PALPEHUTU,
Dr. Etienne KARATASYI



C.P.I.à:

- S.E. Monsieur le Président de la République du Burundi
- S.E. Monsieur le Ministre de la République du Burundi (tous)
- L'Assemblée Nationale
- Membre du corps diplomatique à Bujumbura (tous)
- Représentant des confessions Religieuses du Burundi (toutes)